

# NOTICE D'ORGANISATION DE CHANTIER

-

## PTF Batterie Phase 2

Mots Clés :  
NOC - CTREG - DNAQ – PRTT - DPEI

	<b>Chef Projet</b>	<b>Exploitation</b>	<b>Chef Cellule DPEI CPRTT</b>
<b>Date</b>	<b>Rédacteur</b>	<b>Vérificateur</b>	<b>Approbateur</b>
<b>05/03/2025</b>	NGUYEN DONG OAN Hugo TERCHI Robin	PRUDHOMME Vivien	RENZONI Rémi

**SOMMAIRE**

<b>1. GENERALITES.....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet.....	4
1.2 Contraintes d'environnement extérieures.....	4
1.3 Autres contraintes d'environnement .....	5
1.4 Horaires de chantier.....	5
1.5 Conditions climatiques.....	5
1.6 Effectif prévisionnel du chantier.....	5
1.7 Exécution des travaux et risques particuliers .....	5
1.7.1 Exécution des travaux .....	5
1.7.2 Risques particuliers.....	6
1.7.3 Coactivité.....	6
1.8 Sous-traitance et intérim.....	6
1.8.1 Sous-traitance et Emploi de personnel provenant de sociétés d'intérimaires .....	6
1.8.2 Emploi de la langue française .....	6
1.9 Locaux à disposition du chantier .....	6
<b>2. GESTION ET IMPUTATION DES DEPENSES COMMUNES .....</b>	<b>7</b>
2.1 Objet.....	7
2.2 Liste des lots.....	7
<b>3. INSTALLATIONS GENERALES DE CHANTIER – REPLI.....</b>	<b>7</b>
3.1 Généralités.....	7
3.2 Installations de chantier extérieures aux bâtiments.....	8
3.2.1 Accès avec signalisation d'approche du chantier et voie de circulation dans l'emprise du terrain.....	8
3.2.2 Accès piéton .....	8
3.2.3 Accès véhicules .....	8
3.2.4 Bureau et vestiaires de chantier .....	8
3.2.5 Contrôle d'accès du chantier .....	8
3.3 Installations de chantier à l'intérieur du bâtiment en construction.....	8
3.3.1 Eau (réseau intérieur, y compris son évacuation avec ou sans relevage).....	8
3.3.2 Électricité.....	9
3.3.3 Fermeture provisoire des zones ou locaux.....	9
3.4 Moyens propres à chaque Entreprise .....	9
3.5 Approvisionnement sur chantier – Accès au chantier TCE .....	9
3.6 Propreté du chantier .....	10
3.6.1 Généralités .....	10
3.6.2 Gestion des déchets sur chantier – bennes à gravois.....	10
3.6.3 Nettoyage de chantier .....	10
3.7 Gardiennage et badge .....	10
3.7.1 Badges d'entrée, bureaux, cantonnement et bâtiment en construction .....	10
<b>4. PROTECTION / SECURITE SUR LE CHANTIER .....</b>	<b>11</b>
4.1 Généralités.....	11
4.2 Dispositifs communs de sécurité de chantier .....	11
4.3 Protection individuelle .....	11
4.3.1 Protection individuelle - équipements personnels.....	11

4.3.2	Protection individuelle - badge.....	11
<b>4.4</b>	<b>Signalisation de chantier .....</b>	<b>11</b>
<b>4.5</b>	<b>Protection contre l'incendie .....</b>	<b>11</b>
<b>4.6</b>	<b>Sécurité électrique .....</b>	<b>12</b>
4.6.1	Sécurité électrique des installations.....	12
4.6.2	Sécurité électrique des équipements .....	12
<b>4.7</b>	<b>Mesures de protection liées aux contraintes d'environnement.....</b>	<b>12</b>
<b>5.</b>	<b>LITIGES.....</b>	<b>13</b>
<b>6.</b>	<b>RESUME INTERFACES ENTRE LES CORPS D'ETAT.....</b>	<b>13</b>

## 1. GENERALITES

### 1.1 Objet

Ce document a pour objet de fournir aux Entrepreneurs toute information provoquant une obligation ou créant une sujétion au déroulement des travaux ainsi que les contraintes d'organisation de toutes natures attachées à la réalisation des travaux de tous les lots.

La sécurité sur le chantier étant étroitement liée aux conditions d'exécution (délais, organisation du chantier, contraintes dues au site, etc.), le présent document est, dans l'esprit, indissociable des pièces figurant dans le Dossier de Consultation, notamment des plans concernant les installations du chantier, le Calendrier Prévisionnel des Travaux et le Plan de Prévention établi avec le Préventeur Sécurité.

Le présent document a pour but d'exposer les principes d'organisation du chantier retenus au stade de l'Appel d'Offres.

Toute proposition d'aménagement de l'organisation du chantier faite par les Entreprises, et tendant à faciliter la bonne marche et l'organisation des travaux, pourra être proposée, pour autant qu'elle soit accompagnée d'un mémoire justificatif et des plans correspondants et qu'elle prenne en compte :

- Le respect des délais fixés à l'acte d'engagement,
- La compatibilité avec le calendrier contractuel,
- La conformité avec les documents contractuels notamment en matière de stabilité des ouvrages et de sécurité des personnes.

**Les modalités de prise en charge financière des dépenses correspondant aux prestations d'intérêt commun sont décrites dans chaque article.**

L'entreprise devra intégrer dans son offre toutes évolutions de ces installations pour ses besoins et les besoins communs.

### 1.2 Contraintes d'environnement extérieures

Voir plan masse et plan de principe d'installation de chantier.

L'opération se situe sur le site du CEA Tech, dans les locaux Pessac Bersol.

Pour l'organisation du chantier, les Entreprises prendront en compte les éléments suivants :

- Travaux en site occupé
- Respect des sanitaires, des vestiaires, du réfectoire et de la salle de réunion mis à disposition par le MOA. Si les lieux mis à disposition ne sont pas respectés et que la MOA constate une dégradation importante, elle fera intervenir une entreprise spécialisée aux frais de l'entrepreneur responsable.
- Responsabilité du badge nominatif mis à disposition par MOA
- Fermeture des portes extérieures dès que possible pour respecter la sécurité du site

Les entreprises ne respectant pas ces consignes énoncées ci-dessus, seront pleinement responsables des conséquences pouvant en découler

Les Entreprises devront en outre prendre toutes mesures de nature à éviter le développement de nuisances dans l'environnement de :

- Matériel insonorisé et horaires d'utilisation adaptés,
- Dispositifs propres à éviter la propagation des poussières et des fumées dans l'atmosphère,
- Traitement approprié des effluents,
- Consignes pour éviter l'emploi de sirènes ou Klaxons d'une manière intempestive,
- Nettoyage et maintenance des abords permettant le maintien des contours du chantier dans un état de propreté **irréprochable**.

### 1.3 Autres contraintes d'environnement

L'attention des Entreprises est attirée sur le fait que des interventions extérieures (voirie, canalisations enterrées, etc.) pourront être exécutées en simultanéité partielle ou totale avec certains travaux du présent marché.

La détection Incendie existante au sein de la halle devra être maintenue quand cela est possible (détection linéaire).

Toutefois, les entreprises devront systématiquement obtenir une validation de leur permis feu de la part du Préventeur Sécurité du CEA (Yséis) et de l'ingénieur sécurité du CEA avant toute intervention à risque. Le permis feu devra être traité à la réunion de chantier précédant la semaine d'intervention.

Le CEA dispose d'un Ingénieur de Sécurité et Préventeur qui sera à même de formuler son avis sur tout document ou situation qui concerne la Sécurité du site. Les Entreprises devront se plier à ses injonctions, sans réclamations possibles.

### 1.4 Horaires de chantier

Les horaires de chantier sont fixés dans l'amplitude de 8h00 à 18h00 du lundi au vendredi. Pas de travail le samedi et dimanche.

Les travaux à réaliser en dehors de ces horaires devront recueillir l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

Les Entreprises se conformeront aux exigences particulières du CEA, destinées notamment à préserver le fonctionnement et les flux piétons / auto pendant toute la durée du chantier.

Pour résorber un retard, les Entreprises pourront être amenées, en accord avec la direction du chantier, à travailler sur des plages horaires élargies sous réserve d'un accord préalable du Maître d'Ouvrage. L'ensemble des services de sécurité, trafic devra être assuré. Les organismes de sécurité seront également informés par les Entreprises avec copie au préventeur et la Maîtrise d'ouvrage.

### 1.5 Conditions climatiques

Sans objet - Travaux à réaliser en intérieur

### 1.6 Effectif prévisionnel du chantier

L'effectif prévisionnel du chantier est de : 5 personnes pouvant monter à 10 personnes en pointe, encadrement compris.

### 1.7 Exécution des travaux et risques particuliers

#### 1.7.1 Exécution des travaux

Les Entreprises proposeront au Maître d'œuvre / OPC un programme d'exécution de leurs travaux compatible avec les directives de la présente annexe, le calendrier prévisionnel enveloppe études et travaux et les tâches de ce calendrier.

La méthodologie utilisée pour l'exécution de leurs travaux devra être décrite de manière détaillée dans les programmes d'exécution.

Les Entreprises décriront notamment avec précision :

- Les différentes phases et zones,
- Les engins, matériels et outillages utilisés,
- Les rythmes de rotation, les cinématiques de travail,
- La circulation des engins et véhicules,
- Les effectifs par jour et par postes,

### 1.7.2 Risques particuliers

L'attention des Entreprises est attirée sur les risques particuliers occasionnés par la réalisation des structures.

Les travaux à risques particuliers feront l'objet d'un chapitre particulier dans le Plan de Prévention :

Exemple : Les structures métalliques, etc.

L'attention des Entreprises est attirée sur les risques particuliers occasionnés par le maintien des activités du Bâtiment et des livraisons pour ce même Bâtiment.

### 1.7.3 Coactivité

La coactivité devra être limitée au maximum sur le chantier. Au sein d'un même local, il sera demandé de s'organiser pour ne pas créer de coactivité pouvant gérer des risques supplémentaires. Si le cas se présente, il devra faire l'objet d'un point particulier avec le préventeur et le maître d'Ouvrage.

## 1.8 Sous-traitance et intérim

### 1.8.1 Sous-traitance et Emploi de personnel provenant de sociétés d'intérimaires

Se référer au projet de Marché qui établit les règles de sous-traitance.

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des travaux prévus dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant (DAST).

Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au marché et le transmettre, complet, au correspondant commercial du CEA, Service Achats, 30 jours avant le démarrage des Travaux concernés.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

### 1.8.2 Emploi de la langue française

Le donneur d'ordre veillera à garantir la présence sur site d'un interlocuteur parlant français.

## 1.9 Locaux à disposition du chantier

Le CEA met à disposition des sanitaires, une salle de restauration et une salle de réunion, disponibles pour les besoins du chantier. L'identification de ces locaux s'effectuera lors de la réunion de lancement de chantier, par le maître d'ouvrage.

Les entreprises sont tenues de prendre soin et respecter ces locaux. Si les lieux mis à disposition ne sont pas respectés et que la MOA constate une dégradation importante, elle fera intervenir une entreprise spécialisée aux frais de l'entrepreneur responsable.

## 2. GESTION ET IMPUTATION DES DEPENSES COMMUNES

### 2.1 Objet

Les dépenses communes (investissement, fonctionnement et entretien) sont prises en charge selon les paragraphes ci-après, résumés dans le tableau au paragraphe 6.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêts communs, les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le Maître d'Ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Le cas échéant, les dépenses réalisées en commun par certains entrepreneurs pour les besoins exclusifs de leurs lots font l'objet de comptes inter-entreprises.

### 2.2 Liste des lots

LOT N°	INTITULE
01	Structure - Serrurerie
02	CVC - Plomberie
03	Courant fort – Courant faible
04	Fluide process
05	Second Œuvre

## 3. INSTALLATIONS GENERALES DE CHANTIER – REPLI

### 3.1 Généralités

L'organisation du chantier est coordonnée par le Maître d'œuvre qui est également le Maître d'Ouvrage.

La Maîtrise d'œuvre et le Préventeur Sécurité/Santé veilleront au respect par les Entreprises des règles de sécurité.

Il n'y aura pas de prestation d'installation de chantier intérêt commun, qui sera confié à un lot.

Par conséquent l'ensemble des lots devront mettre en place une zone de protection collective (balisage zone travaux, délimitation des zones, travaux etc...) tout le long des exécutions de leurs prestations.

Les installations de protection sont définies dans le dossier de consultation des Entreprises, au travers du Plan de prévention et seront propre à chaque entreprises sur leur intervention.

Les stockages sur le site et le chantier ne sont pas autorisés sur les rampes, voies d'accès, sorties de secours, regards de visites, gaines de ventilation, passages de câbles nécessitant une visite périodique, etc. Les stockages sur le chantier seront étudiés avec le Maître d'œuvre et devront tenir compte des charges admissibles des surfaces et sols désignés.

Le stockage des matériaux et matériels sera limité à la durée des interventions nécessaires à la réalisation des prestations.

L'accord de la Maîtrise d'Œuvre et/ou de son Préventeur sur le choix des aires de stockage ne saurait en aucun cas entraîner une quelconque responsabilité de leur part.

Avant l'entrée sur le chantier de toute substance ou préparation dangereuse (inflammable, toxique, explosive), il y a lieu obligatoirement d'en informer le Maître d'Œuvre, le Préventeur Sécurité, et le cas échéant l'Inspecteur du Travail, la CRAM et la Médecine du Travail. En complément, l'accord préalable du Maître d'Ouvrage sera obligatoire.

Les fiches toxicologiques devront obligatoirement être transmises au préventeur sécurité avec information du Maître d'Œuvre

Ce document ne peut être diffusé ou reproduit sans l'autorisation du CEA Grenoble - DPEI.

Les Entreprises sont informées que, du fait du caractère précaire des mises à disposition d'aires, la Maîtrise d'Œuvre pourra leur demander dans le cadre du forfait le déplacement d'aires de stockage, de magasins, d'ateliers ou de bureaux en cours de chantier sous préavis d'une semaine. Ces déménagements seront à la charge exclusive de l'Entreprise concernée.

Il est précisé que tout stockage ou installation irrégulière pourra être évacué par une Entreprise extérieure aux frais du contrevenant.

### 3.2 Installations de chantier extérieures aux bâtiments

#### 3.2.1 Accès avec signalisation d'approche du chantier et voie de circulation dans l'emprise du terrain

Suivant la réglementation et selon les pièces du marché.

Les entrées/sorties du chantier sont définies sur le plan de principe des installations de chantier.

Les entreprises devront faire leur affaire du stationnement en dehors de l'emprise du CEA (par exemple, en mutualisant leurs véhicules propres et en utilisant un parking public voisin). Des places de parking attitrées pour les chargements/déchargement, seront identifiées par le maître d'ouvrage et apparaîtront sur le plan de principe installation chantier.

Le stationnement des véhicules légers et lourds est interdit dans l'emprise de la zone logistique du chantier.

Le personnel rejoindra la zone travaux par les accès de chantier dédiés.

Des badges d'accès nominatifs seront fournis par la Maîtrise d'Ouvrage aux salariés des entreprises moyennant décharge. Chaque salarié reste responsable du badge d'accès qui lui est confié et devra le restituer à la réception (des pénalités seront appliquées en cas de badge non restitué, selon les termes du marché).

L'accès des PL et véhicules de livraisons se fera par la porte d'accès pour livraisons.

L'accès au site en dehors du périmètre des travaux est strictement interdit et sera pénalisé.

Au sein de leurs zone travaux, l'ensemble des lots exécuteront la signalisation appropriée des travaux par panneaux indicateurs afin de faciliter l'approche des fournisseurs. Ces panneaux seront du type normalisé. Un plan de signalisation sera produit par ce lot à l'acceptation du Maître d'Œuvre, du Préventeur Sécurité et des services des différents organismes.

#### 3.2.2 Accès piéton

Sans objet

#### 3.2.3 Accès véhicules

Se reporter aux paragraphes précédents

#### 3.2.4 Bureau et vestiaires de chantier

Sans objet

#### 3.2.5 Contrôle d'accès du chantier

Il n'est pas prévu de gardiennage, le chantier se situant à l'intérieur d'une enceinte CEA sécurisée.

### 3.3 Installations de chantier à l'intérieur du bâtiment en construction

#### 3.3.1 Eau (réseau intérieur, y compris son évacuation avec ou sans relevage)

La MOA mettra à disposition des points d'eau nécessaire. Les entreprises devront utiliser ceux indiqués par le MOA.

Le lot CVC/Plomberie réalisera la mise en place d'un robinet de service au point d'arrivée d'eau.

Les dépenses de consommation d'eau seront prises en charge par le CEA.

Il appartient à chaque entreprise de limiter sa consommation d'eau.



### 3.3.2 Électricité

L'éclairage et le courant fort seront distribués par des lignes séparées installées par le **lot électricité courants forts** (§ 3.2.3).

Aucune alimentation ne sera faite ailleurs que depuis les armoires électriques de chantier (une à chaque niveau) conçues à cet effet et protégées par des différentiels de départ.

Un plan d'installation électrique de chantier sera présenté à la MOE et au Préventeur Sécurité par le **lot électricité courants forts**.

Il sera prévu des tableaux de prises de courant de type chantier implantés tous les 200 m<sup>2</sup> environ à tous les niveaux. Distance maximale de 25m entre une prise et un poste de travail.

Chaque tableau de prises comprendra :

- 1 prise 3 x 32 A + T,
- 6 prises 2 x 16 A + T.

Ils seront protégés par des différentiels instantanés (30 mA). Dans les étages et locaux techniques, il y aura un tableau par local technique, les tableaux seront en plus équipés de prises 24 volts.

L'installation devra faire l'objet d'un contrôle par un organisme agréé à la charge de l'entreprise CFO.

Les dépenses de consommation d'électricité seront prises en charge par le CEA.

Il appartient à chaque entreprise de limiter sa consommation d'électricité.

### 3.3.3 Fermeture provisoire des zones ou locaux

L'accès aux locaux de la Plateforme Batterie se fera par le biais de badge par le CEA et les clés sur cylindre de chantier prêtés à chaque entreprise qui devra le retirer moyennant décharge. S'il s'avère que certaines portes sont nécessaires à une entreprise, elle en aura la gestion exclusive suite à accord préalable de la MOE

Pour mémoire, les zones de stockage seront identifiées par la MOE lors de la phase chantier

**Les portes extérieures doivent rester fermer le plus possible. Il est de la responsabilité de chaque entreprise de respecter cette contrainte, assurant la sécurité du site.**

## 3.4 Moyens propres à chaque Entreprise

Chaque Entrepreneur est tenu de mettre en place tous ses propres moyens de levage et de manutention.

Les moyens communs de levage et de manutention ne pourront que venir en complément des moyens propres à l'Entreprise. En particulier, celle-ci ne pourra se prévaloir d'une insuffisance des moyens communs pour justifier une réclamation au Maître de l'Ouvrage.

Notamment, les Entreprises doivent tenir compte, des dimensions des cabines et des charges utiles, des moyens communs utilisables, pour prévoir les approvisionnements en conséquence (dimension et charge des colisages).

La préparation de la surface permettant la mise en place de ces moyens est à la charge de l'Entreprise.

Des recettes pourront être exécutées à la demande des Entreprises après accord du lot structure sur les modes de fixation.

Eclairage des postes de travail à prévoir par chaque lot concerné : 120 lux mini.

## 3.5 Approvisionnement sur chantier – Accès au chantier TCE

Compte tenu du manque de place en périphérie du bâtiment à construire, les Entrepreneurs devront respecter les consignes particulières concernant les accès et les circulations à l'intérieur du site.

Rappel pour l'approvisionnement, le stockage des matériaux et matériels sera limité à la durée des interventions nécessaires à la réalisation des prestations.

Les livraisons au chantier devront faire l'objet d'un planning hebdomadaire établi avec les Entrepreneurs et le Maître d'œuvre.

Chaque livraison devra pouvoir être identifiée avec la présentation du nom du chantier, le nom et le n° de

téléphone du responsable sur site à qui la livraison est destinée.

Les entreprises devront fournir aux livreurs le plan d'accès au chantier depuis l'entrée du site avec les renseignements préalablement évoqués sous peine d'interdiction de pénétrer sur le site.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que plusieurs chantiers peuvent se dérouler sur le site de manière concomitante.

### 3.6 Propreté du chantier

#### 3.6.1 Généralités

La propreté du chantier est un élément très important de sécurité et de productivité, c'est pourquoi cette tâche, obligation des Entreprises, sera particulièrement contrôlée par le maître d'œuvre.

Pour être efficace la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages dans la benne. Cette évacuation doit être journalière et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé.

Toute Entreprise qui faillirait à ses obligations en matière de nettoyage se verrait appliquer automatiquement les retenues prévues au CCAP.

#### 3.6.2 Gestion des déchets sur chantier – bennes à gravois

Chaque Entreprise devra évacuer ses propres déchets, gravois et emballages de la zone de travail.

Chaque entreprise pourra selon son besoin, la mise en place sur les places dédiées de sa propre benne de déchets, elle en aura la gestion toute au long de son installation.

#### 3.6.3 Nettoyage de chantier

##### Nettoyage journalier par chaque Entreprise.

En application du Code du Travail, chaque Entreprise devra continuellement tenir propres les zones de travail, et devra, en conséquence, évacuer ses propres gravois. Les emballages, cartons, voiles polyanes, etc. devront systématiquement être évacués tous les soirs. Ce nettoyage sera réalisé journalièrement par chaque Entreprise dans la zone où elle intervient.

Etant donné que nous sommes sur un site occupé, toute défaillance constatée par le maître d'œuvre, les retenues prévues au CCAP s'appliqueront aux Entreprises travaillant dans la zone sans préavis.

##### Nettoyage de fin de chantier

Ce nettoyage sera confié au **lot second œuvre** en 2 passes : avant OPR et avant livraison.

Cette opération pourra être répétée autant de fois qu'il le faudra afin de livrer au client un ouvrage parfaitement propre.

Ce nettoyage n'empêche rien aux entreprises l'obligation du nettoyage journalier.

### 3.7 Gardiennage et badge

Il n'est pas prévu de gardiennage dans le budget de l'opération.

Chaque entreprise reste pleinement responsable de ses matériaux, matériels et ouvrages jusqu'à la réception.

#### 3.7.1 Badges d'entrée, bureaux, cantonnement et bâtiment en construction

Il n'est pas prévu de badge spécifique au chantier hormis les badges d'accès fournis provisoirement par la MOA.

Cela dit tout personnel doit être identifiable à tout moment, par la présentation de ses papiers conformément à la législation en vigueur.

En particulier, il doit être fait mention sur les casques du nom de l'opérateur et de son entreprise.

## 4. PROTECTION / SECURITE SUR LE CHANTIER

### 4.1 Généralités

Chaque Entreprise s'engage à faciliter la mission des Contrôleurs de Sécurité, notamment à l'occasion des visites de chantier, ou des enquêtes effectuées à la suite d'accidents. Chaque Entreprise fournit mensuellement au Préventeur Sécurité, le nombre d'heures travaillées sur le chantier, le nombre d'accidents déclarés avec arrêt et le nombre de jours perdus correspondants. Les dispositifs de sécurité et systèmes de protection, seront mis en œuvre conformément au Plan de Prévention établi. Les informations provoquant des obligations ou créant des sujétions au déroulement des travaux pour ce qui concerne l'hygiène et la sécurité sont rassemblées dans le Plan de Prévention (PdP).

L'objet du présent chapitre est donc de développer certains thèmes relatifs à la sécurité qui sont liés à l'organisation de chantier sans pour cela se substituer au PdP.

### 4.2 Dispositifs communs de sécurité de chantier

L'ensemble des lots fournira et mettra en place au fur et à mesure de l'avancement des travaux les dispositifs de sécurité communs du chantier, notamment protection des ouvertures extérieures, des escaliers, des trémies, des gaines, réservations diverses, etc. en concertation avec YSEIS.

A la fin de ses interventions, les dispositifs de sécurité mis en place devront être opérationnels et validés par le Préventeur Sécurité afin de garantir la bonne poursuite des travaux pour les autres Lots.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une Entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection etc.) ne pourront être déplacés ou modifiés que par cette dernière.

Au cas où un Entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, après constat du maître d'œuvre ou du Préventeur Sécurité. Un rappel à l'ordre sera fait l'Entreprise concernée à l'ordre et celle-ci sera alors tenue de rétablir les dispositifs à ses frais.

### 4.3 Protection individuelle

#### 4.3.1 Protection individuelle - équipements personnels

Chaque Entreprise précisera l'affectation des équipements personnels destinés à prévenir contre les risques d'accidents conformément au Plan de Prévention et aux règles en vigueur, tels que :

- Casques,
- Chaussures ou bottes de sécurité,
- Harnais de sécurité (pour opérations ponctuelles),
- Lunettes,
- Masques,
- Gants de manutention, etc.

#### 4.3.2 Protection individuelle - badge

Chaque personne devra porter un badge identifiant son nom ainsi que celui de l'Entreprise.

### 4.4 Signalisation de chantier

L'ensemble des lots mettra en place et assurera le maintien de la signalisation nécessaire à la sécurité qui leur est propre, ainsi que celle permettant de repérer les circulations, niveaux, locaux, etc. pendant le chantier.

Cette signalisation sera évolutive pendant la durée du chantier.

### 4.5 Protection contre l'incendie

L'ensemble des lots prévoira la mise en place d'extincteurs propre à l'entreprise, appropriés aux différents

risques, lié à la nature des travaux lui concernant

- Permis de feu :

En cas de travail dans une enceinte en exploitation, les Entreprises utilisant des postes à soudure devront faire intervenir du personnel muni du permis de feu. Un extincteur (à poudre polyvalente) devra se trouver en permanence près du poste de travail.

Le permis feu sera délivré par Yséis et devra être traité à la réunion de chantier précédant la semaine d'intervention.

## 4.6 Sécurité électrique

### 4.6.1 Sécurité électrique des installations

Les installations électriques devront faire l'objet d'un contrôle périodique d'un bureau de contrôle à la charge du titulaire du **lot ELEC**.

### 4.6.2 Sécurité électrique des équipements

Les câbles utilisés correspondront aux normes actuellement en vigueur et seront protégés par des dispositifs présentant toute garantie de tenue.

Les réseaux devront être parfaitement protégés et signalés comme il se doit et spécialement au niveau des circulations.

Toutes les prises de courant seront reliées au circuit "TERRE",

Les câbles électriques seront du type et/ou caractéristiques réglementaires.

Les prises et fiches domestiques seront interdites, seuls les bouchons s'adaptant aux prises montées sur les armoires de branchements sont autorisés.

L'outillage portatif électrique devra être en bon état, il sera obligatoirement :

- Ou de classe III TBT (tension nominale inférieure à 50 volts),
- Ou de classes II à double isolation.

## 4.7 Mesures de protection liées aux contraintes d'environnement

Les Entreprises devront prendre toute mesure de nature à éviter le développement des nuisances dans l'environnement et respecter la réglementation en vigueur plus particulièrement :

- Dispositifs propres à éviter la propagation des poussières et des fumées dans l'atmosphère,
- Traitement approprié des effluents,
- Nettoyage et maintenance des abords (se reporter au Plan de Prévention et aux articles précédents de la présente note).

Les foyers de chantier sont rigoureusement interdits (braseros).

Un plan assurance environnement (PAE) doit être fourni. Son objectif est d'identifier et qualifier les nuisances que les entreprises sont susceptibles de générer pendant leur activité sur le chantier. Il permet d'anticiper les risques environnementaux et d'adapter au plus juste les dispositions à prévoir.

Ce PAE est proposé par l'entreprise au moment du marché de travaux et est finalisé en « phase travaux » en accord avec la Maîtrise d'Œuvre. Il précise notamment :

- La liste des nuisances environnementales que produira l'entreprise sur le chantier (bruit, poussières, boues, pollutions...),
- L'estimation des besoins (surfaces, outils, communication...) nécessaires pour limiter ces nuisances,
- Les dispositions pratiques prévues par l'entreprise pour limiter ces nuisances,
- Les modalités de contrôle et de suivi des dispositions prévues par l'entreprise.

## 5. LITIGES

En cas de litiges ou de non-concordance sur les pièces écrites, seul le Maître d'Œuvre est habilité à arbitrer et ses décisions sont sans recours.

## 6. RESUME INTERFACES ENTRE LES CORPS D'ETAT

Le lot qui exécute la prestation la prend entièrement en charge financièrement (coûts d'installation, d'extension, de modification, de grosse réparation, de dépose et repli, entretien et exploitation...).

PRESTATION	LOT EXECUTANT ET PRENANT EN CHARGE FINANCIEREMENT
Branchements provisoires électricité	Lot CFO
Accès avec signalisation d'approche du chantier	Tout lot
Clôtures	Tout lot
Contrôle d'accès du chantier	Tout lot
Electricité (installation + consommation)	Lot CFO
Fermeture provisoire des zones ou locaux	Tout lot
Moyens propres à chaque entreprise	Tout lot
Approvisionnement sur chantier	Tout lot
Propreté du chantier	Tout lot
Gestion déchets	Tout lot
Nettoyage journalier	Tout lot
Nettoyage de fin de construction, avant OPR	Lot Second oeuvre
Nettoyage après levée de réserves, avant livraison	Lot Second oeuvre
Dispositifs communs de sécurité	Tout lot
Protection individuel – équipement personnel	Tout lot
Protection individuelle – badge	Tout lot
Signalisation de chantier	Tout lot
Protection contre l'incendie	Tout lot
Sécurité électrique des installations	Lot CFO
Sécurité électrique des équipements	Tout lot
Mesures de protection liées aux contraintes d'environnement	Tout lot
Mise en place robinet de service	Lot CVC/Plomberie